

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi après-midi, 20 novembre 2017

Chancellerie d'Etat

8 2017.RRGR.221 Motion 093-2017 Machado Rebmann (Berne, LAVerte) Ordre démocratique: des urnes pour tous!

N° de l'intervention: 093-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 28.03.2017
Déposée par: Machado Rebmann (Berne, LAVerte)
(porte-parole)
Sancar (Berne, Les Verts)
Streit-Stettler (Berne, PEV)
Hamdaoui (Biel/Bienne, PS)
Cosignataires: 18
N° d'ACE: 957/2017 du 13 septembre 2017
Direction: Chancellerie d'Etat

Ordre démocratique: des urnes pour tous!

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. de créer les bases légales pour introduire le droit de vote en matière cantonale pour les personnes étrangères;
2. de créer les bases légales pour introduire le droit de vote en matière communale pour les personnes étrangères; et
3. de lancer un vote consultatif auprès des personnes étrangères domiciliées dans le canton de Berne pour savoir si elles souhaitent exercer le droit de vote.

Développement:

L'Etat fédéral suisse fut fondé en 1848, avec l'adoption de la Constitution. La Constitution ne prévoyait tout d'abord que l'initiative populaire tendant à la révision partielle de la Constitution; les droits populaires les plus importants ont été introduits au niveau fédéral en 1874 avec le référendum facultatif et, en 1891, l'initiative constitutionnelle – ce qui fit de la Suisse l'Etat doté de la démocratie la plus solidement organisée au monde. Les Suissesses et les Suisses peuvent se prononcer à tous les niveaux – communal, cantonal et fédéral – sur des questions de fond. Aucun autre pays ne va aussi loin dans l'exercice des droits politiques directs au niveau national. C'est à cela que la Suisse doit son surnom de «berceau de la démocratie».

Il fallut pourtant attendre longtemps avant que les femmes obtiennent des droits politiques, comme on peut le voir aujourd'hui au cinéma dans le film suisse «Die göttliche Ordnung». Entre 1860 et 1874, des Suissesses ont pour la première fois défendu l'égalité civile et politique en vue de la première révision de la Constitution, sans obtenir gain de cause. Des votations cantonales s'ensuivirent à partir de 1919, mais le droit de vote des femmes fut partout rejeté à une large majorité. La première votation populaire de 1959 rencontra l'opposition de la majorité populaire et de celle des cantons. Au niveau cantonal, c'est en 1959, que le suffrage féminin fut d'abord introduit par le canton de Vaud, dont huit autres cantons suivirent ensuite l'exemple, jusqu'au 7 février 1971, date à laquelle le projet fut accepté par l'électorat masculin à raison de 621 109 voix contre 323 882, et 15,5 des cantons contre 6,5. C'est ainsi que, 123 ans après la Constitution de 1848, les hommes suisses accordèrent aux femmes le droit de suffrage actif et passif dans les décisions politiques.

Depuis, il est normal que les femmes prennent part au processus de décision politique. Toutefois, une part importante des personnes domiciliées en Suisse en restent exclue: ce sont des étrangères et des étrangers, qui n'ont pas de passeport suisse. A l'échelle nationale, à la fin de l'année 2015,

24,6 pour cent¹ de la population résidante était en grande partie exclue de la codécision politique. Jusqu'à présent, le suffrage actif (droit de vote) et le suffrage passif (droit d'éligibilité) ont été accordés au niveau cantonal aux étrangères et étrangers dans le canton du Jura, en 1979, et dans le canton de Vaud, en 2002. Dans les cantons de Neuchâtel (depuis 1849), du Jura, de Vaud et de Fribourg, le droit de vote et d'éligibilité leur est octroyé au niveau communal; dans le canton de Genève, ils ont le droit de vote dans les communes. Il existe enfin un droit de vote et d'éligibilité facultatif dans les communes des cantons d'Appenzell Rhodes-Extérieures, des Grisons et de Bâle-Ville (hors ville de Bâle): cela signifie que les communes de ces cantons ont la possibilité de faire participer la population étrangère résidante au processus de décision politique².

Dans le canton de Berne, au 31 décembre 2015, 157 466 personnes sur 1 017 783³ étaient exclues du droit de vote, soit 15,47 pour cent de la population résidante. Après une première tentative en 1994, la deuxième initiative cantonale «vivre ensemble – voter ensemble» a été rejetée à 71 pour cent des votants en 2010⁴. Les étrangères et étrangers ne pouvaient bien entendu pas prendre part à ces deux votations. Le Grand Conseil avait recommandé le rejet de l'initiative de 2010 par 81 voix contre 70, estimant que l'intégration des personnes étrangères ne passe pas par le droit de vote, mais par la voie de la naturalisation⁵.

Entre-temps, les conditions qui régissent la naturalisation au niveau fédéral se sont durcies. La nouvelle loi sur la nationalité, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2018, prévoit que seuls les titulaires d'une autorisation d'établissement qui vivent depuis au moins dix ans en Suisse et y sont bien intégrés peuvent être naturalisés. Les candidats et candidates à la naturalisation doivent en outre s'être familiarisés avec les conditions de vie en Suisse et ne doivent pas mettre en danger la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse⁶. Le canton de Berne adoptera bientôt la loi sur le droit de cité cantonal, ce qui laisse présager un plus grand durcissement des conditions.

La barre est constamment mise plus haut, de sorte que la population étrangère reste exclue (plus longtemps) de la participation au processus de décision politique. Pourtant, le processus de décision de politique et l'intégration dans la société sont indissociables, et ce d'autant plus aux niveaux communal et cantonal. «Plus les migrants défendent de façon visible leurs objectifs et leurs intérêts concrets, plus la société majoritaire prendra conscience qu'il ne faut pas voir là une menace mais simplement les intérêts légitimes de citoyennes et citoyens qui ont derrière eux un passé d'immigration, ainsi que de nouvelles opportunités pour l'économie et la société (...). La participation politique est pour nous tous une chose importante, car sans elle, il est impossible de répondre pleinement à des questions qui nous concernent tous. Toutes les tâches communales importantes – l'école enfantine, points de rencontre pour les jeunes, installations sportives ou piscines en plein air notamment – revêtent une grande importance aussi pour les personnes étrangères, et donc l'inverse vaut aussi: elles ont un rôle très important à jouer pour réaliser ces tâches.» [trad.], écrit Maria Springenberger-Eich, directrice de la Landeszentrale für politische Bildung Nordrhein-Westfalen en 2010⁷.

Quant au suffrage féminin, ce que Carl Hilty⁸, un spécialiste suisse du droit public, théologien laïc et philosophe, écrivait en 1897, dans son essai sur le droit de vote des femmes, est aujourd'hui clair et évident: «La liberté consiste essentiellement en cela – la participation à l'édiction des lois – tout le reste est un octroi de droits qui repose sur le bon vouloir d'un tiers, et donc une conquête douteuse. Aussi considérons-nous pour notre part que le droit de vote des femmes est véritablement au cœur de la question féminine»⁹. Cela vaut aussi pour la question de la participation de la population étrangère au processus de décision politique, et amène à la conclusion que le droit de vote des personnes étrangères est véritablement au cœur de la question des étrangers.

¹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/migration-integration/auslaendische-bevoelkerung.assetdetail.80431.html>

² <https://www.ekm.admin.ch/ekm/fr/home/buergerrecht---citoyennete/Citoy/stimmrecht.html>

³ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/migration-integration/nationalite-etrangere.assetdetail.80554.html>

⁴ <https://www.nzz.ch/bern-auslaenderstimmrecht-gemeindeebene-1.7695566> (en allemand)

⁵ <http://www.sta.be.ch/sta/fr/index/wahlen-abstimmungen/wahlen-abstimmun->

gen/abstimmungen/ergebnisse_abstimmungen/2010.assetref/dam/documents/STA/AZD/fr/abstimmungen/abstimmungsergebnisse/2010/botschaft_260910-f.pdf

⁶ https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/aktuell/news/2016/ref_2016-06-172.html

⁷ <https://www.politische-bildung.nrw.de/imperia/md/content/pdf-publikationen/26.pdf> (en allemand)

⁸ https://de.wikipedia.org/wiki/Carl_Hilty (en allemand)

⁹ https://de.wikipedia.org/wiki/Frauenstimmrecht_in_der_Schweiz#1900.E2.80.931959:_Vorst.C3.B6sse_und_Widerst.C3.A4nde (en allemand)

Réponse du Conseil-exécutif

1. Situation initiale

Le règlement de l'exercice des droits politiques aux niveaux cantonal et communal relève de la compétence des cantons (art. 39, al. 1 de la Constitution fédérale [Cst., RS 101]). Ces derniers sont donc habilités à étendre à la population étrangère tout ou partie des droits politiques accordés aux Suissesses et aux Suisses. Dans le canton de Berne, les droits politiques sont actuellement liés à la nationalité suisse. Les personnes étrangères ne jouissent du droit de vote ni au niveau cantonal, ni au niveau communal (cf. art. 55 et 114 de la Constitution cantonale [ConstC; RSB 101.1]).

Fin 2015, la population résidente permanente du canton de Berne comptait 1 017 483 personnes, dont 157 466 étaient de nationalité étrangère, soit environ 15 pour cent¹⁰. Ont été recensées les personnes étrangères au bénéfice d'une autorisation de résidence d'une durée minimale de 12 mois ou séjournant en Suisse depuis au moins 12 mois. La proportion de personnes de nationalité étrangère est moins importante que pour l'ensemble de la Suisse, où elle s'élève à environ 25 pour cent. 396 619 d'entre elles sont nées en Suisse et 1 652 000 à l'étranger. Deux tiers (66,7 pour cent) des personnes étrangères nées à l'étranger viennent d'un Etat membre de l'UE28/AELE¹¹.

2. Efforts déployés jusqu'à présent dans le canton de Berne

Dans le canton de Berne, le droit de vote des personnes étrangères a déjà fait l'objet de plusieurs discussions, notamment dans les années 1980, suite à des interventions parlementaires, et au début des années 1990, dans le contexte de la révision totale de la Constitution du canton de Berne. Le 4 décembre 1994, une initiative populaire cantonale demandant le droit de vote aux niveaux cantonal et communal pour les personnes étrangères a été rejetée par 77,6 pour cent des voix. Le contre-projet du Grand Conseil, qui prévoyait l'introduction facultative du droit de vote en matière communale pour les personnes étrangères, a été rejeté par 60,5 pour cent des voix.

Le 2 avril 2001, le Grand Conseil du canton de Berne a adopté la motion relative au droit de vote des personnes étrangères sous forme de postulat par 98 voix contre 68 et 7 abstentions (postulat Barth [M 227/2000]; Journal du Grand Conseil 2001, 189 ss). Le 5 mars 2003, le Conseil-exécutif a présenté au Grand Conseil un rapport dans lequel il proposait, en substance, de donner la possibilité aux communes d'accorder le droit de vote aux personnes étrangères (cf. rapport présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant le droit de vote des personnes étrangères en date du 5 mars 2003 (postulat Barth [ACE 554/2003])).

Le Grand Conseil a pris connaissance du rapport du Conseil-exécutif le 16 juin 2003 en exprimant son approbation (Journal du Grand Conseil 2003, 444 ss). Le gouvernement a alors préparé un projet d'introduction du suffrage étranger facultatif, lequel prévoyait que les communes puissent accorder le droit de vote aux personnes étrangères au bénéfice d'un permis d'établissement et qui résident en Suisse depuis au minimum dix ans, dans le canton depuis au moins cinq ans et dans la commune depuis trois mois. Le 18 avril 2005, le Grand Conseil a cependant refusé d'entrer en matière sur le dossier par 97 voix contre 86 et 2 abstentions (cf. Journal du Grand Conseil 2005, 225 ss, 233).

Une nouvelle tentative d'introduire le droit de vote des personnes étrangères a été rejetée de justesse par le Grand Conseil – contrairement à ce que proposait le Conseil-exécutif (M 135/2006 PS-JS [Barth, Bienne] et M 141/2006 Zuber, Moutier [PSA] cf. Journal du Grand Conseil 2007, 18 ss).

Le 11 août 2008, l'initiative constitutionnelle cantonale du comité «vivre ensemble – voter ensemble» a ensuite été déposée. Le texte prévoyait de donner la possibilité aux communes d'accorder le droit de vote aux personnes étrangères qui résidaient de manière ininterrompue depuis dix ans en Suisse, dont cinq ans dans le canton, et depuis trois mois dans la commune.

Le Conseil-exécutif s'est exprimé en faveur de cette initiative mais le Grand Conseil en a recommandé le rejet par 81 voix contre 70. A l'issue de la votation populaire, le 26 septembre 2010, l'initiative a récolté seulement 27,7 pour cent de «oui».

3. Comparaison avec d'autres cantons¹²

3.1 Droit de vote au niveau cantonal

A l'heure actuelle, deux cantons octroient aux personnes étrangères un droit de suffrage au niveau cantonal. Dans les deux cas, il s'agit d'un droit de suffrage actif (droit de vote) et non passif (droit d'éligibilité). Dans le canton du Jura (depuis 1979), les personnes étrangères ont le droit de vote mais ne participent pas aux scrutins touchant la matière constitutionnelle. Le droit de vote leur est

¹⁰ Source: Statistique de la population et des ménages (OFS; STATPOP 2015; état: 31.12.2015)

¹¹ Publication: La population de la Suisse 2015. Office fédéral de la statistique, Neuchâtel 2016. N° OFS 349-1500. Publié le 22.11.2016.

¹² <https://www.ekm.admin.ch/ekm/fr/home/buergerrecht---citoyennete/Citoy/stimmrecht.html> (dernière modification 07.11.2016)

accordé si elles sont domiciliées en Suisse depuis dix ans et dans le canton du Jura depuis un an. Dans le canton de Neuchâtel (depuis 2001), les personnes étrangères ont la qualité d'électeur ou d'électrice dès lors qu'elles sont au bénéfice d'une autorisation d'établissement et ont leur domicile dans le canton depuis au moins cinq ans.

3.2 Droit de vote au niveau communal

Au niveau communal, huit cantons ont pris des dispositions de différentes formes en faveur du suffrage étranger:

- Les cantons de Fribourg, Neuchâtel, Jura et Vaud accordent aux personnes étrangères le droit de suffrage actif et le droit de suffrage passif (sous différentes conditions) dans toutes les communes.
- Dans le canton de Genève, les personnes étrangères ont le droit de vote dans toutes les communes, mais ce droit est limité au suffrage passif.
- En Suisse alémanique, trois cantons (AR, GR, BS) se sont dotés d'un suffrage étranger facultatif: les communes sont habilitées à introduire le droit de vote en matière communale. 23 des 125 communes du canton des Grisons et trois des 20 communes du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures ont eu recours à cette possibilité.

3.3 Votations dans plusieurs cantons depuis 2010

Depuis 2010, la question de l'introduction du suffrage étranger a fait l'objet de votations dans sept cantons (sans compter Berne). Dans les cantons de Bâle-Ville, Glaris, Lucerne, Zurich et Schaffhouse, des initiatives populaires visant l'introduction du droit de vote pour les personnes étrangères au niveau cantonal ou communal ont été rejetées. Dans le canton de Vaud, en 2011, 69 pour cent des électrices et électeurs se sont exprimés contre un élargissement du droit de vote aux personnes étrangères au niveau cantonal. Ce n'est que dans le canton du Jura, en 2014, qu'a été introduit le droit de suffrage passif à l'exécutif communal (exception faite de la fonction de maire) pour les personnes étrangères.

4. Interventions parlementaires au niveau fédéral

Au niveau fédéral, la question du suffrage étranger n'a pas été abordée depuis plusieurs années. Le dernier débat remonte à octobre 2001 et concerne l'introduction du droit de vote des personnes étrangères: le postulat Rennwald (00.3512) souhaitait que soient étudiées les modalités d'introduction du droit de vote sur le plan fédéral pour les personnes étrangères qui séjournent depuis au moins dix ans en Suisse. Le postulat n'a pas été adopté.

5. Le droit de vote des personnes étrangères à l'extérieur de la Suisse

Nombreux sont les Etats qui octroient un droit de participation politique aux personnes étrangères. Dans la plupart des cas, ce droit reste cependant limité au niveau communal. Trois Etats – le Chili, l'Uruguay et la Nouvelle-Zélande – accordent aux personnes étrangères le droit de vote au niveau national. Divers Etats leur accordent ce droit au niveau communal, notamment dans les pays scandinaves, en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Slovaquie¹³. Le traité de Maastricht du 7 février 1992 institue une citoyenneté de l'Union pour toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre de l'UE. Parmi les droits dont jouissent les citoyennes et citoyens européens figurent le droit de vote et d'éligibilité aux élections communales et européennes dans le pays où ils résident même s'ils n'en ont pas la nationalité¹⁴.

6. Références éventuelles pour les droits politiques

En Suisse, le cercle des électeurs et électrices a toujours été mouvant. Le pays s'est doté de ses premiers instruments démocratiques au niveau fédéral avec la Constitution fédérale de 1848. Le droit de vote et d'éligibilité des femmes au niveau fédéral a suivi en 1971, puis la majorité électorale est passée de 20 à 18 ans en 1991.

La question de savoir qui est en droit de bénéficier des droits politiques peut être envisagée sous différents angles, lesquels reflètent différentes conceptions de la démocratie ou, plus précisément, différents modèles de démocratie¹⁵:

Dans le modèle de démocratie citoyenne (Bürgerdemokratie), la communauté est régie par l'idée de citoyenneté. Selon le modèle de la démocratie par les personnes concernées (Betroffenheitsdemokratie), toutes les personnes concernées par une décision ou une mesure sont en droit de prendre part au processus de prise de décision qui la sous-tend. Enfin, la notion de démocratie territoriale (Territorialdemokratie) définit le peuple à travers la notion de territoire.

¹³ MARTINA CARONI, Herausforderungen Demokratie, ZSR 2013 II, S. 43 f.

¹⁴ <http://www.europarl.europa.eu/germany/de/die-eu-und-ihre-stimme/die-unionsb%C3%BCrgerschaft>

¹⁵ MARTINA CARONI, Herausforderungen Demokratie, ZSR 2013 II, S. 14 f.

De fait, la question de savoir à qui accorder les droits politiques dans une démocratie dépend de la conception de l'Etat et de la société. Jusqu'à maintenant, les élargissements du droit de vote (droit de vote des femmes, passage de la majorité électorale à 18 ans) reflètent l'idée fondamentale selon laquelle celles et ceux qui vivent, résident, travaillent et paient des impôts dans un endroit donné sont également en droit de participer politiquement.

Sur le fond, répondre à la demande exprimée par les motionnaires oblige à se demander si un droit de vote détaché de la citoyenneté est concevable. Pour le savoir, il convient d'examiner les arguments favorables et défavorables à un tel détachement.

7. Arguments favorables et défavorables au droit de vote des personnes étrangères

7.1 Arguments favorables

- Les personnes concernées par les mesures politiques doivent pouvoir participer à la prise de décision qui les sous-tend et contribuer à les façonner.
- Un grand nombre de personnes étrangères ont suivi leur scolarité en Suisse, prennent part à la vie sociale, paient des impôts et ont leur point d'ancrage dans le canton. Elles apportent une contribution importante à la société.
- Au niveau fédéral, certaines obligations sont liées à la nationalité (ex: service militaire). Aux niveaux cantonal et communal, les personnes étrangères ont par contre les mêmes devoirs que les Suisses et les Suissesses.
- Exclure une partie importante de la population de la prise de décision politique fragilise à plus long terme la légitimité de la démocratie.
- Accorder le droit de vote aux personnes étrangères stimule leur intérêt pour le lieu où elles résident, et peut faciliter l'intégration et le bien-vivre ensemble entre les populations résidentes suisse et étrangère.
- La naturalisation n'est pas une alternative appropriée pour toutes les personnes étrangères¹⁶.
- La question de l'élargissement du droit de vote en Suisse n'est pas nouvelle et s'inscrit dans la tradition de l'élargissement, lent mais progressif, de la démocratie (introduction du droit de vote des femmes, abaissement de l'âge de la majorité électorale à 18 ans). Une démocratie vivante doit pouvoir évoluer.

7.2 Arguments défavorables

- La naturalisation offre une autre voie d'accès aux droits politiques pour les personnes étrangères. Il existe ainsi en principe une alternative au suffrage étranger.
- Le droit de vote n'est pas un moyen d'intégration, mais la conséquence d'une intégration réussie, laquelle aboutit à la naturalisation.
- Il existe d'autres mesures pour encourager l'intégration et la participation à la démocratie dans le canton de Berne – il est par exemple possible de siéger dans des commissions en qualité d'observateur ou de s'impliquer dans des partis politiques.
- En 2010, le peuple bernois s'est exprimé de façon relativement claire contre un élargissement du droit de vote aux personnes étrangères.

8. Conclusions

8.1 Points 1 et 2 de la motion

Au cours des années et des décennies passées, le Conseil-exécutif s'est déjà exprimé à plusieurs reprises en faveur d'un élargissement modéré des droits politiques aux personnes étrangères (cf. les réalisations énoncées au point 2). Rien n'a changé dans sa position de fond. Les ressortissantes et ressortissants étrangers qui résident en Suisse depuis longtemps sont une partie de la population qui doit pouvoir décider des affaires politiques qui les concernent. La possibilité de prendre part au processus de décision politique accroît en outre l'identification et le sentiment d'appartenance au lieu de résidence et de vie. Elle influe donc positivement sur l'intégration des personnes étrangères, qui tient beaucoup à cœur du Conseil-exécutif.

Malgré cet avis en principe favorable, le Conseil-exécutif rejette pour l'heure l'introduction d'un droit de vote au niveau cantonal ainsi qu'un droit de suffrage complet au niveau communal pour les personnes étrangères car – au vu entre autres des résultats des dernières votations populaires dans plusieurs cantons – les temps ne sont pas encore mûrs.

¹⁶ Selon les dispositions dans le rapport du 8 février 2017 du Conseil-exécutif au Grand Conseil relatif à la loi sur le droit de cité cantonal et le droit de cité communal (Loi sur le droit de cité, LDC) (modification), le nombre de naturalisations ordinaires de personnes étrangères dans le canton de Berne est en forte de baisse depuis 2006. Cette baisse est disproportionnée par rapport aux chiffres de l'ensemble de la Suisse.

En revanche, le Conseil-exécutif reste favorable, comme dans ses prises de position précédentes, à l'introduction du suffrage étranger facultatif au niveau communal. Les communes qui souhaitent prendre des dispositions pour permettre aux personnes étrangères de participer aux prises de décisions politiques doivent être habilitées à le faire. Une durée de séjour minimum appropriée doit être posée comme condition à l'obtention de ce droit de vote. Les expériences des premières communes qui introduisent le suffrage étranger seront utiles dans les débats à venir.

L'introduction d'un suffrage étranger facultatif au niveau communal entraîne la modification de l'article 114 de la Constitution du canton, laquelle est soumise à la votation.

8.2 Point 3 de la motion

Le droit cantonal ne prévoit pas la possibilité d'une votation consultative au niveau cantonal. Quant au niveau communal, l'article 21 de la loi sur les communes du 16 mars 1998 (LCo; BSG 170.11) établit que les communes peuvent prévoir des votations consultatives dans leur règlement d'organisation. Toutefois, seules les personnes ayant le droit de vote en matière communale peuvent y prendre part (cf. art. 114 ConstC et art. 13 LCo), ce qui exclut de fait les personnes étrangères. Il est donc nécessaire au préalable de se doter des bases légales pour introduire la votation consultative souhaitée. Quel résultat, positif ou négatif, une telle votation pourrait avoir apparaît peu clair. Même dans l'hypothèse où les personnes étrangères s'exprimeraient en faveur du suffrage étranger, ce résultat n'aurait aucun caractère contraignant pour l'introduction des bases légales concernées. Il convient en outre de noter que, s'agissant d'une votation consultative sans effet contraignant, en plus d'être unique et novatrice pour les personnes étrangères, le taux de participation risque de chuter considérablement – d'autant que, pour la mise en œuvre de cette motion, il s'agit d'appeler aux urnes toutes les personnes étrangères qui ont leur domicile dans le canton de Berne, indépendamment de la durée de leur séjour.

Pour toutes ces raisons, le Conseil-exécutif est défavorable à la mise en place d'une votation consultative sur le suffrage étranger adressée aux personnes étrangères domiciliées dans le canton de Berne.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: rejet

Chiffre 2: adoption

Chiffre 3: rejet

La présidente. Es folgt Traktandum 8. Die Regierung hat den Vorstoss punktwiese behandelt. Ziffer 3 wird zurückgezogen. Wir führen eine freie Debatte. Frau Machado hat das Wort.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Die Motion fordert das Ausländerstimmrecht im Kanton und fakultativ in den Gemeinden. Wie die Präsidentin gesagt hat, ziehen wir Ziffer 3 zurück, weil uns die Begründung des Regierungsrats einleuchtet. Die gesetzlichen Grundlagen für eine Konsultativabstimmung fehlen. Im Folgenden geht es also um Ziffer 1 und 2 der Motion. Der lange Kampf für das Frauenstimmrecht macht deutlich, dass es Themen gibt, die mehrere Anläufe benötigen, bis sie sich durchsetzen. Es brauchte mehrere Abstimmungen und dauerte mehr als 100 Jahre, bis das Frauenstimmrecht eingeführt wurde. Beim Frauen- und beim Ausländerstimmrecht geht es um dasselbe Thema, nämlich um die Teilhabe an der politischen Willensbildung. Im Kanton Bern wurde das fakultative Stimmrecht für Ausländerinnen und Ausländer in den Gemeinden letztmals im Jahr 2010 abgelehnt. Bern, La Neuveville und Moutier hatten es befürwortet. Der Grosse Rat hat damals die Initiative zur Ablehnung empfohlen mit der Begründung, der Weg zur Integration von Ausländerinnen und Ausländern erfolge über die Einbürgerung. Die Anforderungen für die Einbürgerung sind inzwischen auf nationaler und auf kantonaler Ebene erhöht worden. Man muss integriert und mit den hiesigen Verhältnissen vertraut sein, wenn man eingebürgert werden will. Man muss eingebürgert sein, um an der politischen Willensbildung teilzuhaben. Man muss also Teil von etwas sein, von dem man ausgeschlossen ist. Diesen Zirkelschluss gilt es jetzt zu durchbrechen. Verlangt man Integration, soll man auch Mitsprache gewähren. Gesellschaftliche Integration und politische Willensbildung gehören untrennbar zusammen. Deshalb halten wir den Antrag von Ziffer 1 aufrecht.

Mitsprache ermöglicht eine Begegnung auf Augenhöhe und das Einbringen von Ideen, Sichtweisen und Vorschlägen. Das ist gerade in den Gemeinden von Bedeutung. Erst wenn auch Ausländerinnen und Ausländer ihre Sichtweisen in die Schul-, Kultur- und Sportkommissionen einbringen können, werden Entscheide getroffen, die von allen mitgetragen werden. Die Verfechter der Gemein-

deautonomie sollten konsequent sein und den Gemeinden ermöglichen, das Ausländerstimmrecht einzuführen, wenn diese es wollen. Wie lange und mit welchem Ausweis man hier leben muss, um mitbestimmen zu können, sollen ebenfalls die Gemeinden definieren. Setzt man das neue Motto der Integration von Beginn weg um, sollte diese Karenzfrist nicht zu lange dauern.

Das Ausländerstimmrecht ist nicht zuletzt ein Exportprodukt. In keinem Land der Welt gibt es so viele Ebenen der direkten demokratischen Mitbestimmung wie in der Schweiz. Es gibt Ausländerinnen und Ausländer, die nach einigen Jahren wieder in ihr Herkunftsland oder in ein anderes Land ziehen. Sie würden, könnten sie mitbestimmen, diese demokratischen Erfahrungen mitnehmen und am neuen Ort auch einfordern. Das Ausländerstimmrecht des Kantons Bern und seiner Gemeinden würde damit zur weltweiten Demokratisierung beitragen.

La présidente. Ich frage noch bei den Mitmotionären an, ob sie das Wort wünschen? – Sie äussern sich anschliessend auch gleich als Fraktionssprechende.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich kann es kurz machen: Die FDP lehnt den Vorstoss in allen Punkten klar ab. Er ist ja weiss Gott ein Evergreen, oder – man könnte es auch deutlicher sagen – eine Zwängerei erster Güte. In der Antwort der Regierung wird aufgezeigt, dass etliche Vorhaben auf diesem heiklen Gebiet Schiffbruch erlitten haben, und zwar in schöner Regelmässigkeit. Ich wage auch zu behaupten – und das ist sicher nicht falsch –, dass sich die politische Grosswetterlage im Bereich Ausländerstimmrecht inzwischen sicher nicht gebessert hat und das Anliegen erneut chancenlos wäre. Das sagt ja auch die Regierung in ihrer Antwort ehrlicherweise. Sie betreibt dort also Realpolitik, obwohl sie bei diesem Vorstoss seltsamerweise doch noch positive Ansätze sieht, wenn man die Antwort liest. Man kann darin nämlich den Satz lesen, die Demokratie wäre längerfristig gefährdet, wenn man kein Ausländerstimmrecht hat. Das ist dochbarer Unsinn! Ich möchte bloss wissen, welchem Staatsrechtsprofessor das in den Sinn gekommen ist, von dem dieser Satz vermutlich abgeschrieben wurde.

Für die FDP gibt es nur eine Lösung, und diese heisst einfach Einbürgerung; dann steht einem alles offen. Das heisst, sich integrieren, sich einbürgern, Steuern bezahlen, und dann kann man abstimmen. So kommt es gut heraus. Deshalb sehe ich nicht ein, weshalb man dies hier nochmals ändern will. Auf kommunaler Ebene machen wir keinen Unterschied. Wir sehen nicht ein, weshalb man die Situation auf kommunaler Ebene anders beurteilen sollte. Deshalb möchten wir diesen Punkt ebenfalls abgelehnt haben. Dass Punkt 3 zurückgezogen wurde, darin sehen wir immerhin einen Weg zur Besserung. Denn es wäre erst recht absolut chancenlos gewesen, hätte man eine solche Konsultativabstimmung durchführen wollen. In diesem Sinne lehnt die FDP-Fraktion die Punkte 1 und 2 ganz klar ab.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich kann vorab festhalten, dass sich die Haltung der BDP-Fraktion in dieser Frage nicht geändert hat. Gleich wie der Freisinn fordern auch wir grundsätzlich einmal die Einbürgerung für diejenigen, welche mitwählen und -abstimmen möchten. Daran hat sich nichts geändert. Ich habe noch einen Hinweis zur Begründung der Motionärin. Sie sagte, sie wünsche sich eigentlich, dass die Ausländerinnen und Ausländer auf kommunaler Stufe mitbestimmen und auch in den Sportkommissionen usw. mitreden könnten, denn nur so sei sichergestellt, dass die Entscheide dann auch von allen mitgetragen würden. Kolleginnen und Kollegen, so geht es eben nicht! Sondern wenn diese Entscheide von den heute Wahl- und Stimmberechtigten abgesegnet werden, so geht es bei der Integration eben gerade darum, dass solche politischen Entscheide von allen mitgetragen werden. Wir halten am Grundsatz fest: Wenn jemand gewählt werden oder wählen und abstimmen möchte, so möchten wir, dass er sich einbürgern lässt. Deshalb lehnen wir beide Punkte ab.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP-Fraktion ist grossmehrheitlich derselben Meinung wie der Regierungsrat. Wir können uns vorstellen, ein fakultatives Ausländerstimmrecht auf Gemeindeebene einzuführen, und nehmen demnach Punkt 2 an. Gemeinden, in denen eine Mehrheit dies möchte, können ein solches Stimmrecht gut einführen. Die Motion legt ja noch nicht fest, wie genau dieses Ausländerstimmrecht aussehen würde. Es wäre wahrscheinlich nicht so, dass die Ausländer sofort abstimmen können, wenn sie in die Schweiz kommen. Das wäre ja auch nicht sinnvoll. Unter Umständen könnte es auch sein, dass Ausländerinnen und Ausländer nur aktiv wählen, sich aber nicht wählen lassen könnten. Die EVP denkt nicht, dass sich durch das Ausländerstimmrecht die Mehrheitsverhältnisse in den Gemeinden stark verändern würden, weil ja auch unter

den Ausländerinnen und Ausländern sämtliche politischen Couleurs vertreten sind. Es würden also nicht nur die Linksparteien profitieren, sondern auch die Mitteparteien und die bürgerlichen Parteien, wie beispielsweise die FDP und die BDP.

Wie wir in der Antwort lesen konnten, ist nicht für alle Ausländerinnen und Ausländer die Einbürgerung der richtige Weg, um sich hier zuhause fühlen zu können. Beispielsweise ist eine Einbürgerung recht teuer. Dies können oder wollen sich wahrscheinlich nicht alle leisten. Einige würden auch ihre alte Staatsbürgerschaft verlieren, wenn sie sich in der Schweiz einbürgern lassen würden. Und es gibt sicher auch welche, die sich vorgenommen haben, nach dem Arbeitsleben wieder in ihr Heimatland zurückzukehren. Sicher ist aber, dass es im Interesse unserer Demokratie ist, wenn sich möglichst viele mit unserem politischen System auseinandersetzen und mitarbeiten wollen. Wir können nur gewinnen, wenn sich auch Ausländerinnen und Ausländer mit unserer Demokratie identifizieren und nicht einfach nur von unseren öffentlichen Leistungen profitieren, sondern auch mitdenken und Verantwortung übernehmen. Ein Teil der Ausländerinnen und Ausländer haben den Staat in ihrer Heimat als Gegner und Feind erlebt. Wenn sie nun hier bei uns ganz vom politischen System ausgeschlossen sind, dann ändert sich an diesem Bild nichts. Das ist nicht in unserem Interesse. Ausländerinnen und Ausländer, die in den Gemeinden abstimmen können, werden gewissermassen «gluschtig gmacht», sodass sie ganz dazugehören, vielleicht eben auch auf kantonaler und Bundesebene partizipieren und sich deswegen dann einbürgern lassen wollen. Die EVP stimmt also Punkt 2 grossmehrheitlich zu. Punkt 1 lehnen wir grossmehrheitlich ab.

Mirjam Veglio, Zollikofen (PS). War es wirklich eine «göttliche Ordnung», die den Schweizer Frauen das Stimm- und Wahlrecht so lange Zeit verweigert hat? Das denke ich nicht. Es war wohl viel eher der irdische Zeitgeist, der uns in der Vergangenheit gezwungen hat und auch aktuell zwingt, uns mit den gesellschaftlichen Veränderungen auseinanderzusetzen. Ich sehe das nicht als Zwängerei, sondern als Notwendigkeit. Heute wird nicht mehr das Geschlecht als Hürde für eine Verweigerung der politischen Rechte ins Feld geführt. Ich bin fast versucht zu sagen: «Gott sei Dank!», bevorzuge es aber zu sagen: «Gleichberechtigung sei Dank!» Heute ist es die Staatsangehörigkeit eines Menschen. Die Politik muss sich deshalb meines Erachtens mit der zentralen Frage auseinandersetzen: Ist es im Grundsatz richtig, von Menschen dieselben Pflichten wie von uns allen zu verlangen, sie im Gegenzug aber von Rechten auszuschliessen? Wir sprechen hier nicht von Menschen, die seit kurzem in der Schweiz leben. Nicht wenige Ausländerinnen und Ausländer sind hier geboren, sprechen akzentfrei unsere Sprache oder arbeiten und leben schon seit Jahren in unserem Land und bezahlen notabene Steuern, auch wenn sie nicht eingebürgert sind. Sie leisten einen wertvollen gesellschaftlichen Beitrag aber es fehlt ihnen eben dieser rote Pass, um auch politisch mitgestalten zu können. Wir hören in Diskussionen oft, und auch in dieser Debatte wieder, sie könnten sich ja einbürgern lassen. Das ist an sich richtig, das kann man tun. Das Beispiel der jungen Türkin Funda Yilmaz aus Buchs hat aber in abschreckender Weise gezeigt, dass es selbst für Einbürgerungswillige sehr schwierig sein kann, die Hürde einer Einbürgerungskommission zu meistern. Vorurteile und Skepsis gegenüber Menschen anderer Herkunft sind leider offenbar immer noch eine Realität. Aber was ist falsch daran, Menschen mitbestimmen zu lassen, ob auch mit ihren Steuergeldern beispielsweise ein Kindergarten in ihrer Gemeinde gebaut werden soll oder nicht, oder ihnen eine Wahlstimme zu geben, mit der sie sagen können, welche Menschen sie in einem Parlament vertreten sollen? Ich sehe darin weder etwas Falsches noch etwas Bedrohliches. Wir haben es gehört: Die Gemeindeautonomie wird häufig auf den Schild gehoben. Ermöglichen wir doch den Gemeinden auch, diese Frage autonom zu entscheiden, indem wir jetzt hier die entsprechenden Voraussetzungen schaffen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird beiden Punkten zustimmen.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion unterstützt die Motion, welche gesetzliche Grundlagen für ein Stimm- und Wahlrecht für Ausländerinnen und Ausländer fordert. Wir danken dem Regierungsrat und der Verwaltung für die ausführliche und differenzierte Antwort auf die Motion und die Annahme der Forderung eines Stimm- und Wahlrechts auf lokaler Ebene. Stimm- und Wahlrecht für Ausländerinnen und Ausländer auf kantonaler und Gemeindeebene sind demokratiepolitisch wichtige Aspekte. Integration findet primär dort statt, wo Alltag gelebt wird. Auf der kantonalen und lokalen Ebene befasst sich die Politik vor allem mit Themen, Sorgen und Potenzialen der Wohnbevölkerung ihrer politischen Gemeinde und des Kantons und schafft auch Projekte, welche den Bewohnerinnen und Bewohnern integrativ begegnen. Sowohl bei den Abstimmungen als auch bei den Wahlen ist die Meinung der Wohnbevölkerung gefragt. Wenn aber eine grosse Anzahl von Personen dieses Recht nicht wahrnehmen dürfen, weil sie nicht stimmberechtigt sind, bedeutet dies

den Ausschluss aus einem zentralen politischen Prozess. Dieser Ausschluss widerspricht der Integrationsforderung, den Prinzipien der Partizipation und den demokratischen Vorstellungen, die in unserem Land vorherrschen. Der Ausländeranteil in unserem Kanton, der berücksichtigt werden muss, beträgt 15 Prozent. Es ist daher wichtig und richtig, dass diese 15 Prozent der Wohnbevölkerung die ihr Alltagsleben direkt betreffenden politischen Entscheidungsprozesse mitbestimmen können. Sie bezahlen Steuern und sollten das Recht haben, darüber zu bestimmen, wofür ihre Steuergelder ausgegeben werden und wer sie in den lokalen und kantonalen Parlamenten vertreten soll. Sie sollen auch für Ämter und Kommissionen kandidieren dürfen und so die Verantwortung für das Gemeinwesen, zu dem sie auch gehören, mittragen helfen. Auch die Schweiz ist trotz ihrer sozialen Werke eine hoch individualisierte Gesellschaft. Mit ihrer dezentralen Struktur und der ausgeprägten Autonomie kann das Stimm- und Wahlrecht auf kantonaler und kommunaler Ebene besonders viel zur Integration von Ausländerinnen und Ausländern beitragen. Die Partizipation der Ausländerinnen und Ausländer an den politischen Prozessen bedeutet Integration durch das Wahrnehmen von politischen Rechten.

Die Gewährung von Stimm- und Wahlrecht kann Diskriminierungen einen Riegel schieben und stärkt das Zugehörigkeitsgefühl und das Interesse an den kantonalen und lokalen Entwicklungen. Die ausländische Wohnbevölkerung in unserem Kanton hat das Recht auf eine gleichberechtigte Mitwirkung bei Angelegenheiten von öffentlichem Interesse. Es steht ausser Diskussion: Wer mitbestimmen kann, trägt auch Verantwortung für das Gemeinwesen. Eine Demokratie lässt sich auch daran messen, wie sie mit ihrer ausländischen Wohnbevölkerung umgeht. Mehr Gelassenheit tut not, auch in der Frage der politischen Rechte. Die Mitwirkung der gesamten Bevölkerung in den politischen Prozessen hat noch nie zu Nachteilen geführt. Im Gegenteil: Wir leben zusammen, gestalten zusammen und sollten auch zusammen mitbestimmen. Als Sitz der Bundeshauptstadt sollten wir unsere Rolle als demokratischer und offener Kanton wahrnehmen und nicht hinter den anderen Kantonen hinterherhinken, die dieses Anliegen schon längst umgesetzt haben. Im Kanton Jura können Ausländerinnen und Ausländer sogar in die Exekutive – natürlich auf Gemeindeebene – gewählt werden. Ein gutes Beispiel!

Die grüne Fraktion nimmt die ersten beiden Punkte an, welche die Einführung des Stimm- und Wahlrechts für Ausländerinnen und Ausländer auf kantonaler und Gemeindeebene verlangen. Der letzte Punkt wurde ja zurückgezogen.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Sie haben ja sicher alle die – inklusive Antwort der Regierung – acht Seiten umfassende Motion gelesen. Diese zeigt auf, dass in diesem Bereich bereits viel diskutiert und mehrmals abgestimmt wurde. Es ist ein demokratisches Recht, immer wieder dieselben Anliegen einzubringen. Die Berner Stimmbürgerinnen und Stimmbürger haben schon mehrmals darüber abgestimmt, wie wir gehört und gelesen haben. Beispielsweise wurde das Anliegen 1994 mit 77,6 Prozent abgelehnt. Auch 2010 wurde es deutlich mit über 70 Prozent Nein-Stimmen abgelehnt. Für mich ist es aber schon bedenklich, wie wir mit Volksentscheiden umgehen, wie wir sie akzeptieren und umsetzen. Es ist ein wenig in Mode gekommen, dass man Volksentscheide nicht umsetzt oder dass man sie, wenn sie einem nicht passen, abzuändern versucht oder wieder neue Anträge eingibt. Dabei vergessen wir, dass die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger unsere Chefs sind und wir Aufträge, die sie uns gegeben haben, umzusetzen haben. Ich verstehe daher jene Stimmbürgerinnen und Stimmbürger auch ein wenig, die sagen: «Wozu gehe ich an die Urne? Die in Bern machen ja ohnehin was sie wollen.» Hier wieder etwas einzubringen, über das bereits deutlich entschieden worden ist, ist dafür ein Beispiel. Die Begründung mit dem Frauenstimmrecht ist auch weit hergeholt. Die Frauen haben nämlich den Schweizer Pass immer gehabt. Das ist absolut nicht vergleichbar. Auch in einem Verein muss man Mitglied oder integriert sein, damit man mitbestimmen und abstimmen kann. Wie wir schon gehört haben, haben wir jährlich eine hohe Zahl von Einbürgerungen, und mit dem Empfang eines Schweizer Passes geht die Möglichkeit einher, abzustimmen und zu wählen. Das ist unsere direkte Demokratie, und ich bitte dringend darum, Volksentscheide zu akzeptieren und die Motion in beiden Punkten abzulehnen.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Wir haben dies innerhalb unserer Fraktion etwas kontrovers diskutiert. Zumindest dort, wo es die kantonale Ebene betrifft. Da gab es Stimmen dafür und dagegen. Die einen sagen, sie wollten eine Einbindung, und möchten die Leute dazu bringen, mitzuhelfen, abzustimmen und so mitzubestimmen. Andere fanden, wie wir es auch schon gehört haben, man könnte sich dafür ja einfach einbürgern lassen. Insofern ist die Fraktion in diesem Punkt geteilter Meinung.

Was die Gemeindeebene anbelangt, sind wir grossmehrheitlich für das Anliegen. Wir finden, auf Kommunalebene wäre eine Partizipation dieser Leute sicher nicht schlecht.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die Forderung der Einführung eines Stimm- und Wahlrechts für Ausländerinnen und Ausländer auf kantonaler Ebene ist nicht neu, das haben wir gehört. Sämtliche bisherigen Bestrebungen in diese Richtung endeten mit einer Ablehnung. So wurde das Anliegen gerade erst in der letzten Abstimmung im Jahr 2010 mit einem hohen Nein-Stimmen-Anteil von 71 Prozent an der Urne verworfen. Im heute bestehenden Umfeld der Asyl- und Ausländerproblematik – und dazu gehören auch die entsprechenden Abstimmungen – erachten wir sämtliche Bemühungen, schon jetzt wieder eine neue Abstimmung vorzubereiten, gerade auch in Anbetracht unserer finanziellen Situation als sinnlos. Auch hier handelt es sich um eine unnötige Beschäftigung der Verwaltung. Wir glauben nicht, dass die Stimmbürger einer solchen Vorlage zustimmen würden. Dies umso mehr, als ja mit der Einbürgerung ein Weg für alle Ausländerinnen und Ausländer offensteht, die sich bei uns dauerhaft integrieren wollen. Die EDU-Fraktion lehnt auch die zwei verbleibenden Punkte der Motion ab.

La présidente. Wir haben alle Fraktionssprechenden gehört und kommen nun zu den Einzelvoten.

Samantha Dunning, Biel/Bienne (PS). En 2013, quand j'ai terminé mes études de Master, j'avais écrit un travail de Master sur la perception des droits politiques par les étrangers, en particulier des étrangers qui vivaient à Bienne, donc dans le canton de Berne. Dans cette étude, j'avais pu remarquer que, pour eux, la citoyenneté c'était de s'engager pour la société où ils résident. Ils voyaient la citoyenneté comme une contribution à la société où ils sont. Pour eux, cette citoyenneté est vraiment très liée au sentiment d'appartenance. Donc, plus ils ont la possibilité de s'engager là où ils habitent, plus ils se sentent appartenir à ce lieu, et plus ils ont aussi envie d'encore plus s'engager et de s'intégrer comme vous le souhaitez tant, et comme nous le souhaitons tant. Les droits politiques sont aussi perçus par ces personnes comme un moyen de davantage s'engager, d'autant plus au niveau cantonal, et surtout communal, où ils peuvent clairement s'engager concrètement avec des mesures. Donc, les droits politiques sont extrêmement importants pour ces personnes, parce que c'est justement lié à un sentiment d'appartenance. Ne pas vouloir leur octroyer ces droits, c'est comme une sorte d'exclusion, alors qu'on n'arrête pas de dire qu'il faut que ces personnes s'intègrent. Ce serait juste le moyen pour qu'ils puissent s'intégrer davantage. Donnons-leur une possibilité de s'intégrer en leur octroyant ces droits politiques, qui sont les droits de vote aux niveaux communal et cantonal. Je voulais aussi rajouter que les personnes étrangères paient aussi des impôts, elles sont donc aussi directement concernées par les décisions qui sont prises aux niveaux communal et cantonal. Donc, octroyons-leur ces droits politiques.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Ich möchte nur kurz etwas zu Ziffer 2 sagen. Ich verstehe das: Neue Dinge machen einem immer ein wenig Angst. In der übernächsten Gemeinde von hier aus, in der Gemeinde Wünnewil-Flamatt, wurde so ein Ausländerstimm- und Wahlrecht eingeführt. In dieser Gemeinde gibt es auch ein Parlament, und in diesem gibt es auch Mitglieder, die keinen Schweizer Pass besitzen. Weder wurde diese Gemeinde von Ausländern überrannt, noch ist sonst irgendetwas passiert, und man hört nicht einmal irgendetwas in den Medien. Dies einfach nur als Idee, dass man seine Ängste ein wenig abbauen müsste und der Sache eine Chance geben könnte. Zudem kann jede Gemeinde selber entscheiden, ob sie dies einführen möchte oder nicht. Und noch etwas an Herrn Grossrat Klopfenstein: Ich möchte ihm nur sagen, dass auch Ausländerinnen und Ausländer Steuern bezahlen.

La présidente. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen, daher gebe ich gerne Herrn Staatsschreiber Auer das Wort.

Christoph Auer, chancelier d'Etat. Ich beschränke mich auf Ziffer 2 der Motion. Ich glaube, Ziffer 1 müssen wir nicht mehr länger diskutieren. Was gesagt wurde, ist richtig: Es wurde in diesem Saal schon sehr häufig über das Thema fakultatives Ausländerstimmrecht diskutiert. Aber ist es deshalb eine Zwängerei, wenn heute diese Forderung nochmals gestellt wird? Ich wäre da etwas vorsichtiger als Grossrat Klopfenstein, der dies als Zwängerei bezeichnet hat. Ich komme aus einem Kanton, in dem immer und immer wieder über das Frauenstimmrecht abgestimmt wurde. Ich bin froh, dass dies dann irgendwann auch an der Landsgemeinde durchgekommen ist und man nicht gesagt

hat, das sei eine Zwängerei. Vielmehr sind wir heute alle froh, dass wir das Frauenstimmrecht haben. Es gibt nun einmal Themen, die immer wieder eingebracht werden, und ich würde das nicht gleich als Zwängerei bezeichnen. Zudem muss man wissen: 1992, als sich dieser Kanton eine neue Kantonsverfassung gegeben hat, hat dieses Parlament, der Grosse Rat, zum Inhalt von Ziffer 2 Ja gesagt. Dies allerdings nur durch einen Stichentscheid des Präsidiums, also mit einer Stimme Unterschied. Man hat damit Ja gesagt zu einem fakultativen Ausländerstimmrecht auf Gemeindeebene. Das wurde anschliessend aus der Totalrevisionsvorlage ausgeklammert, weil man befürchtete, mit dem Ausländerstimmrecht die ganze Vorlage zu gefährden. Es wurde dann ein Gegenvorschlag zu einer Initiative eingebracht. Damals hat der Grosse Rat der Bevölkerung des Kantons Bern empfohlen, diesem Gegenvorschlag zuzustimmen und das fakultative Ausländerstimmrecht auf kommunaler Ebene einzuführen. Es ist also nicht so, dass das Parlament seit Jahren in dieser Frage immer wieder dasselbe gesagt hätte und es sich deshalb hier um eine Zwängerei handeln würde. Vielmehr hat sich dieses Parlament seinerzeit auch schon einmal für den Inhalt von Ziffer 2 ausgesprochen. Die Stimmbevölkerung lehnte dies zwar ab, aber der Ja-Stimmen-Anteil betrug immerhin 42 Prozent. Es ist aber auch richtig, dass bei der zweiten Initiative 2010 der Ja-Stimmen-Anteil bei 29 Prozent lag und die Ablehnung dort also sehr klar war. Wahrscheinlich war dies auch deshalb so, weil der Grosse Rat damals – anders als 1994 – dem Stimmvolk empfahl, das fakultative Ausländerstimmrecht auf kommunaler Ebene nicht einzuführen.

So ganz klar war die Haltung in diesem Parlament demnach nicht immer. Dies im Gegensatz zur Haltung der Regierung. Der Regierungsrat ist sich in dieser Frage eigentlich treu geblieben und vertritt seit Jahrzehnten die Haltung, ein fakultatives Ausländerstimmrecht auf kommunaler Ebene sei zu befürworten. Auch heute noch vertritt der Regierungsrat diese Haltung mit Überzeugung. Der Grund dafür ist allein die Gemeindeautonomie. Wir haben die Gemeindeautonomie in unserer Kantonsverfassung verankert. Ein Entscheid gegen das fakultative Ausländerstimmrecht auf kommunaler Ebene würde diesem Prinzip aber eigentlich widersprechen. Zudem gibt es auch keinen vernünftigen Grund, weshalb die Gemeinden nicht selber entscheiden können sollten, ob sie dies möchten. So, wie dies beispielsweise im Kanton Appenzell Ausserrhoden oder im Kanton Graubünden ist. Dort macht nur eine kleine Anzahl von Gemeinden Gebrauch von dieser Möglichkeit. In beiden Kantonen ist es jede sechste Gemeinde, welche diese Möglichkeit genutzt hat. Die grosse Mehrheit der Gemeinden wollte kein Ausländerstimmrecht. Ich denke, es wäre im Kanton Bern wohl auch so. Hier würde vielleicht nicht einmal jede sechste Gemeinde, sondern womöglich nur jede zehnte oder zwölfte Gemeinde dies wollen. Aber wir haben Gemeinden, die dies möchten. Die Regierung hat gerade letzte Woche einen Brief einer Gemeinde erhalten, die darum gebeten hat, man möge sich doch dafür einsetzen, sie wünschten in ihrer Gemeinde ein solches kommunales Ausländerstimmrecht.

Dabei würden natürlich Sie als Grosser Rat die Anforderungen und Voraussetzungen dafür ausgestalten. Also beispielsweise etwa, wie lange man dafür in einer Gemeinde wohnhaft sein muss, ob dies zehn oder nur fünf Jahre sein sollen. Oder ob es, wie im Kanton Appenzell Ausserrhoden, nur dann ermöglicht wird, wenn der Betroffene selber das Begehren stellt, dass er zum Stimmvolk gehören möchte. Dies würden Sie ausgestalten. Aber es gibt Gemeinden in Ihrem Kanton, welche dies gern möchten. Und dies bewegt den Regierungsrat dazu, zu sagen, jene Gemeinden, die dies möchten, sollen das dürfen. Wir wollen als Kanton nicht vorschreiben, wie dies in einzelnen welchen Kantonen der Fall ist, dass sämtliche Gemeinden im Kanton Bern das Ausländerstimmrecht gewähren müssen. Wir sagen aber, jene Gemeinden, die dies wünschen, sollen es einführen dürfen. Das ist die Haltung des Regierungsrats, und deshalb beantragt er Ihnen, die Ziffer 2 anzunehmen und eine solche Vorlage auszuarbeiten. Dabei ist natürlich festzuhalten, dass allein mit dieser Überweisung die Vorlage nicht einfach durchkäme. Vielmehr wäre dies wohl nur den Fall, wenn Sie in zwei Jahren, wenn Sie damit befasst würden, dem Stimmvolk die entsprechende Vorlage zur Annahme empfehlen würden.

Kurz zusammengefasst beantragt die Regierung Ablehnung der Ziffer 1 aus den realpolitischen Gegebenheiten heraus, die hier auch erwähnt worden sind. Dies hätte im Moment keine Chance, das konnte man auch anhand der Abstimmung im Kanton Waadt sehen. Aber den Entscheid über die Einführung eines Ausländerstimmrechts auf kommunaler Ebene soll man, wie in Ziffer 2 gefordert, den Gemeinden überlassen.

La présidente. Die Motionärin verzichtet auf das Wort, demnach kommen wir direkt zur Abstimmung. Über die beiden verbleibenden Ziffern 1 und 2. Wer Ziffer 1 der Motion annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 52

Non 97

Abstentions 0

La présidente. Sie haben Ziffer 1 abgelehnt. Wer Ziffer 2 annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 65

Non 83

Abstentions 1

La présidente. Sie haben auch Ziffer 2 abgelehnt.